

Les crédits

se a l'intention de le faire—je le disais bien—, en comptant déjà sur l'État, il faut impliquer tous les intervenants, toutes les parties prenantes au dossier, c'est-à-dire l'employeur, bien sûr, mais aussi le syndicat, de façon authentique, de façon complète au dossier; les intervenants régionaux, parce que parfois cela peut avoir d'immenses impacts sur une région; et le gouvernement du Québec, dans le contexte québécois, parce que celui-ci est très familiarisé avec cette question.

Cela n'empêche pas—et c'est l'encadrement donné au dossier—, au contraire, d'aller chercher toutes les ressources humaines, tous les gens qui sont compétents dans le domaine, pour faire en sorte que le dossier évolue le plus allègrement possible et que cas par cas la situation finisse par s'améliorer, qu'on trouve de nouvelles voies de fabrication, dossier par dossier. Je pense que là-dessus, on s'entend.

[Traduction]

M. Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, nous commençons à nous entendre sur la démarche proposée par le député de Trois-Rivières, qui est essentiellement ce que j'ai essayé de dire dans mes observations.

Comme le ministre l'a dit, nous devons élaborer une approche stratégique, et c'est ce que nous tentons de faire. Nous ne pouvons tout simplement pas considérer ces difficultés sans tenir compte de ce que font le ministre du Développement des ressources humaines, le Comité de l'industrie ou la ministre de l'Environnement.

À mon avis, nous n'avons pas assez parlé des possibilités en matière de technologies environnementales. Nous devons devenir un pays qui tire sa force non pas de ses armements, mais de ses technologies environnementales. Il doit y avoir un domaine où la plupart des gens conviendront qu'il existe des possibilités extraordinaires.

Il y a un autre point que je voudrais souligner. C'est en fait une annonce. Le 17 mai, des députés des deux côtés de la Chambre, dix en tout, iront à Beijing en compagnie de plus de 100 PME, et non des grandes entreprises qui ont coutume de participer à ce genre de mission. Ils iront en compagnie de PME pour faire de la prospection de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités.

Nous savons tous que la région Asie-Pacifique regorge de possibilités, notamment pour les PME. Il pourrait y avoir là-bas toutes sortes de possibilités et de nouveaux marchés pour les entreprises en phase de reconversion.

Comme le ministre de l'Industrie l'a dit ce matin, ce doit être une approche globale. Nous devons avoir le concours des institutions financières. La Société pour l'expansion des exportations doit participer à ces efforts. La composante des ressources humaines doit aider les gens à se recycler pour la nouvelle économie. Nous devons accroître nos compétences en matière d'exportation. Nous manquons de dynamisme dans ce pays. Nous sommes trop placides. Nous ne sommes pas aussi dynamiques que certains Américains, les Allemands ou les Français. L'une des choses que nous devons faire en tant que parlementaires, c'est justement inciter les PME à faire preuve d'un peu plus de dynamisme à l'étranger.

• (1235)

Je me rends compte qu'il ne me reste qu'une minute, mais c'est une chose que nous pouvons faire en tant que parlementaires pour aider les PME. Nous les accompagnons.

Le seul problème, c'est que le Parti réformiste ne veut pas venir avec nous quand nous faisons ces petits voyages avec les PME pour leur trouver de nouveaux débouchés. Le Parti réformiste pense en effet que ces missions ne sont pas productives. Cependant, j'espère qu'il finira par admettre qu'elles sont au contraire capitales pour les petites entreprises et ne sont pas des promenades aux frais du contribuable.

[Français]

M. Laurent Lavigne (Beauharnois—Salaberry): Monsieur le Président, il me fait plaisir d'intervenir aujourd'hui sur la motion qui est à l'ordre du jour. J'aimerais tout d'abord vous dire que la semaine dernière, lors de la journée d'opposition, il y avait une motion qui faisait ressortir l'inertie du gouvernement libéral face à l'agriculture. J'ai pris la parole la semaine dernière pour démontrer, chiffres à l'appui, qu'il y avait vraiment inertie de la part du gouvernement actuel face à la question agricole au Canada, particulièrement au Québec.

Cette semaine, nous prenons la parole pour dénoncer, encore une fois, l'inertie de ce gouvernement en ce qui concerne toute la question de la reconversion des usines militaires pour la fabrication d'objets ou d'utilités civiles. C'est un dossier qui me tient à cœur et c'est la raison pour laquelle j'avais choisi de participer au Comité de la défense, afin de bien examiner toute la question de la défense, mais d'une façon plus pointue. Ce qui m'intéressait, au Comité de la défense, c'était toute la question de la reconversion des usines militaires en usines civiles.

À mon grand désarroi, ça fait au moins une quinzaine de fois que ce fameux comité se réunit, si ce n'est pas plus. Tout d'abord, il faut dire qu'il y avait un comité permanent—et c'est à ce comité que je me suis joints—à qui le gouvernement a demandé d'ajouter un autre comité qui devait s'appeler le comité mixte, composé celui-là de députés et de sénateurs.

À chacune des rencontres que j'ai eues avec l'un et l'autre des deux comités, je revenais toujours pour ajouter à l'ordre du jour, parce que ça n'y était jamais, toute la question de la reconversion industrielle. D'un comité à l'autre, on se demandait, chaque fois que je posais la question, si c'était finalement le Comité de la défense qui devait traiter du dossier de la reconversion. Aujourd'hui, on se pose encore la question à savoir si c'est le Comité de la défense qui va discuter de la reconversion ou si le Comité de la défense n'enverra pas ce dossier—là à Industrie et Commerce.

C'est la plus grande confusion actuellement. Finalement, on ne sait pas quel comité va devoir traiter du dossier de la défense. Ça fait déjà six mois que le gouvernement est en place. Il y a plein d'usines militaires, au Québec tout particulièrement, qui ont tous les jours à travailler avec leurs employés, pour essayer de conserver ces emplois—là, et on discute encore pour savoir quel comité, celui de la défense ou le Comité mixte de la défense, ou de l'industrie et du commerce devra traiter de la question de la reconversion industrielle.